

Questions orales

• (1445)

Nous avons respecté nos engagements. Nous avons été le premier pays industrialisé à ratifier la Convention sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique. Nous avons déjà commencé à mettre en application ces deux conventions et nous sommes en train d'élaborer des programmes nationaux. Nous avons fait figure de chef de file dans la préparation de la Conférence des Nations Unies sur la pêche en haute mer, un élément crucial de la sauvegarde de l'environnement.

On oublie trop souvent l'une des choses les plus importantes, c'est que le ministre de l'Environnement, préoccupé par la dynamique du suivi de la CNUED, a convoqué une réunion en avril qui regroupait 12 ministres de l'environnement représentant la plupart des pays industrialisés de la planète. Il a profité de cette occasion pour lancer une véritable campagne politique qui assurera la réussite de la réunion de la Commission des Nations Unies sur le développement durable qui doit avoir lieu en juin.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Madame la Présidente, ma question supplémentaire s'adresse à la même ministre.

On tient beaucoup de réunions et de conférences de presse, on parle beaucoup, mais on ne fait pas grand-chose. Quand l'ambassadeur de l'environnement fait ce qu'il est censé faire, il peint en rose l'inaction du gouvernement.

La principale mesure législative écologique adoptée durant la présente législature, la Loi sur les évaluations environnementales, a été adoptée il y a plus d'un an mais n'a toujours pas été proclamée. Nous savons que certains ministres tentent de réduire la portée des règlements qui visent à renforcer le pouvoir des mesures de protection de l'environnement.

Le ministre pourrait-il enfin faire son travail, éviter le piège que lui tendent ses collègues du Cabinet et s'assurer que la Loi sur les évaluations environnementales soit proclamée au lieu d'être éviscérée?

L'hon. Mary Collins (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest, ministre d'État (Environnement) et ministre responsable de la situation de la femme): Madame la Présidente, ma collègue se souvient sûrement que lorsque le projet de loi a été envoyé au Sénat, ce dernier nous l'a renvoyé avec un certain nombre de recommandations et nous a demandé de les mettre en application avant que la loi ne soit proclamée.

La première recommandation prévoyait que toutes les exigences réglementaires devaient être formulées. Soucieux d'agir comme nous le devons et avec transparence, nous avons entamé de vastes consultations.

Nous venons juste de recevoir le rapport des intéressés et nous avons l'intention de nous en inspirer. En collaboration avec mes collègues, je compte faire le nécessaire pour assurer la proclamation de la loi et l'application de sa réglementation.

L'hon. Charles Caccia (Davenport): Madame la Présidente, ma question s'adresse à la même ministre.

Il y a un an, à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, le ministre de l'Environnement et le gouvernement ont déclaré que le changement climatique était une grande priorité.

Hier, les groupes environnementaux ont attribué au rendement du gouvernement et du ministre la note «D», qualifiant de décourageant le suivi donné à cette question.

La ministre peut-elle nous dire quand le Canada rendra public son plan d'action national visant à arrêter le changement climatique mondial et peut-elle nous expliquer pourquoi il tarde tant à le faire?

L'hon. Mary Collins (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest, ministre d'État (Environnement) et ministre responsable de la situation de la femme): Madame la Présidente, encore une fois, ceux qui ont attribué cette note n'ont peut-être pas tenu compte du nombre considérable d'initiatives que nous avons prises depuis un an, dans le cadre de la convention sur le changement climatique.

Le Canada a non seulement été le premier pays à ratifier cette convention, mais, ce mois-ci, nous allons publier notre premier rapport national sur le changement climatique, dans la foulée des discussions multisectorielles.

Par ailleurs, j'ai assisté à la récente réunion des ministres de l'Environnement. Nous collaborons maintenant avec les ministres de l'Énergie en vue d'établir, dès cet automne, un plan qui nous permettra de réaliser nos objectifs fédéraux et provinciaux.

Il ne faut pas oublier non plus les autres initiatives que nous avons prises, notamment les programmes de plantation d'arbres et d'efficacité énergétique.

Mme le vice-président: Je crains que ce soit le début d'un discours. La ministre aura l'occasion de continuer en répondant à une question supplémentaire.

L'hon. Charles Caccia (Davenport): Madame la Présidente, je constate que les mots viennent aisément aux ministériels. Malheureusement, ils ne passent pas aux actes.

Permettez-moi de poser une question supplémentaire à la ministre. À la conférence de Rio, le gouvernement a également signé une convention sur la biodiversité. Cependant, ni le gouvernement ni la ministre n'ont dit le